

SALAIRES, RETRAITES, SERVICES PUBLICS :

LE 1^{er} OCTOBRE

ON SE MOBILISE POUR GAGNER DES AVANCÉES !

Ces dernières années, l'enchaînement de crises majeures a démontré, si besoin était, que les services publics sont fondamentaux dans la vie des citoyens.

Pour autant, nous assistons, depuis des années, à une volonté des politiques en place de les détruire et de s'attaquer frontalement aux fonctionnaires.

En 2019, malgré de nombreuses mobilisations, la loi régressive de transformation de la Fonction Publique a été adoptée.

Plus récemment, le projet de réforme Guérini, remettait en cause l'évolution de carrière des fonctionnaires. Ce projet de loi poursuit l'entreprise de démolition du statut général de la Fonction Publique, dérègle et désorganise les services dans les collectivités et établissements publics, réduit encore les droits des fonctionnaires et des agents publics, mais aussi les capacités d'intervention de leurs représentants.

La dissolution de l'Assemblée Nationale annoncée par le Président le 9 juin dernier, les élections législatives qui s'en sont suivies et l'absence de gouvernement depuis début juillet, ont conduit à la suspension de cette réforme mortifère. Pourtant personne n'est dupe, la récente nomination du 1^{er} ministre ne présage pas des jours heureux pour les fonctionnaires. Le budget d'austérité qui nous est promis n'est pas plus rassurant.

Pour notre organisation syndicale, ces attaques doivent cesser. L'investissement des fonctionnaires au service de l'intérêt général doit enfin être reconnu à sa juste valeur. Les agents exigent les moyens nécessaires pour accomplir leurs missions de service public dans de bonnes conditions pour les usagers, comme pour eux-mêmes.

Pour cela, la CGT exige :

L'augmentation immédiate du point d'indice à 6 euros, son indexation sur l'inflation, et la refonte des grilles ;

L'abrogation de la réforme des retraites de Macron, le retour à la retraite à 60 ans à taux plein, et la défense de notre Caisse de retraites, la CNRACL ;

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

Des moyens pour les services publics territoriaux avec un réengagement financier de l'État à la hauteur des besoins, notamment pour financer le recrutement de 200 000 fonctionnaires territoriaux pour répondre aux besoins sociaux des usagers ;

L'abrogation de la loi de transformation de la Fonction Publique, et l'abandon du projet de loi Guérini.

Aussi, la **Coordination Syndicale Départementale du 63** appelle toutes et tous les agent-e-s à la grève et à la manifestation :

Le 1^{er} octobre 2024

à 10h00 place Delille à CLERMONT-FD

